

Billets d'Afrique... ...et d'ailleurs



Informations et avis de recherche sur les avatars des relations franco-africaines

Supplément au numéro de décembre 2009

GRAPHISME, SÉBASTIEN MARCHAL



1984-2009

Survie

“fête”

25 ans de devoir

d'indignation(s)



Des valises pleines de *Billets*

Si le concept de Françafrique est aujourd'hui très largement évoqué, c'est en grande partie grâce à l'action continue de citoyens rassemblés au sein d'une association, *Survie*, dont l'histoire interne est étroitement liée à la découverte du néocolonialisme français en Afrique. Alors que la diplomatie française, à l'occasion du cinquantenaire des indépendances, s'apprête à célébrer pendant plusieurs mois l'année 2010 comme "année de l'Afrique", *Survie* franchit en cette fin d'année 2009, le cap des 25 ans d'existence.

Survie est souvent perçue comme une association pointue dans ses analyses, radicale dans ses prises de position qu'elle exprime sans compromissions et sans complaisance, « agressive et caricaturale » diront certains à la marge. Pour certains *Survie* est avant tout une association de spécialistes, l'oeuvre colossale de François-Xavier Verschave en étant la plus visible des vitrines. Pour d'autres, *Survie* est avant tout une association de militants, une connotation péjorative dans la bouche de certains, journalistes, chercheurs et autres « spécialistes », parfois autoproclamés de l'Afrique, qui ont pourtant souvent eu recours aux écrits de *Survie*. Entre ces deux lectures, on peut affirmer que *Survie* est une association de militants devenus, pour la plupart d'entre eux, de bons connaisseurs des rouages de la Françafrique et pour un nombre croissant d'entre eux des spécialistes, en toute modestie. Grâce à leur travail d'enquête, de synthèse et de rédaction,

Survie est, depuis ses débuts, une association à l'activité éditoriale particulièrement riche, sans équivalent dans le milieu français de la solidarité internationale.

Chaque mois, «un petit miracle»

A côté des grands classiques que sont devenus les ouvrages de référence de François-Xavier Verschave, les 23 Dossiers Noirs, les ouvrages sur le Rwanda, les biens publics, les brochures de sensibilisation, les 186 numéros de *Billets d'Afrique* ont constitué l'activité éditoriale la plus prolifique et la plus stable de l'association. La publication chaque mois depuis seize ans de *Billets d'Afrique*, journal militant sans aucun moyen technique et financier constitue un des principaux leviers d'action et un de ces « petits miracles » de l'association.

François-Xavier Verschave a fondé *Billets d'Afrique* en 1993, en supplément puis en substitution du bulletin *Le Point sur la loi*, comme pour marquer la transition entre les dix premières années de l'association, consacrées à l'adoption d'une loi destinée à lutter contre l'extrême misère dans le monde qui ne sera jamais votée, et la découverte des horreurs de la Françafrique, à commencer par le génocide alors en préparation au Rwanda. *Billets d'Afrique* a été pendant dix ans un bulletin quasi exclusivement rédigé et mis en page par François-Xavier Verschave. Cette parution était chaque mois le fruit d'un travail colossal de revue de presse, de compte-rendus d'entretiens, de recoupements et en dernier lieu d'écriture (souvent les trois jours précédents le bouclage, à raison d'une quinzaine d'heure de travail par jour). Diffusés aux abonnés payants mais aussi à de nombreux destinataires ciblés (cabinets ministériels, députés, militants africains, etc.) Rendus accessibles au public dans leur intégralité dès le développement de l'outil internet, les archives de *Billets* servent encore de références documentaires à nombre de journalistes, chercheurs et étudiants. Que saurions-nous aujourd'hui de la carrière française de Jacques Toubon au sein du Club 89, quelle analyse aurions-

nous de l'évolution de la Françafrique pendant la cohabitation Jospin/Chirac, comment pourrions nous retrouver les traces de tel parrain corse, de tel marchand d'arme, mercenaire, de tel opposant réprimé sans la base de données (refondée en 2007 par des militants passionnés) de *Billets d'Afrique* ?

L'évolution de *Billets*

Bien avant sa maladie, François-Xavier Verschave avait compris qu'il fallait ouvrir *Billets* à davantage de contributeurs et créer un comité de rédaction. En 2004 il confia la responsabilité de coordinateurs de la publication à deux militants, tout en conservant une forte activité éditoriale. Pierre Caminade, militant lyonnais, auteur de deux Dossiers Noirs, conserva pendant trois ans la lourde fonction de rédacteur en chef, notamment dans la période qui suivit le décès de François-Xavier Verschave en juin 2005.

Billets d'Afrique avait déjà commencé une longue mutation, dont la concrétisation la plus visible fut l'adoption d'une nouvelle maquette en 2007 et le passage en imprimerie professionnelle, sous l'impulsion du nouveau rédacteur en chef, Raphaël De Benito et d'une secrétaire de rédaction, Janine Sfiligoï.

Tout en conservant ses plumes les plus fidèles, celles d'Odile Tobner, Sharon Courtoux, Pierre Caminade ou Victor Sègre, *Billets d'Afrique* ouvre aujourd'hui ses colonnes à des contributeurs qui attestent d'un renouvellement générationnel et de ses relations avec les mouvements africains. En effet, aux côtés du comité de rédaction régulier, de plus en plus nombreux sont les représentants d'organisations amies, françaises ou africaines, des « plumes » comme les écrivains Patrice Nganang et Jean-Luc Raharimanana, à participer au journal. Format récent dans *Billets*, les interviews permettent de recueillir des témoignages et des informations de première main auprès de militants persécutés du Congo-Brazza, du Gabon, du Tchad, du Togo ou du Niger.

Fabrice Tarrat, Raphaël De Benito

Beti, Verschave, ces hommes qui montrent le chemin

Odile Tobner évoque sa rencontre, en compagnie de Mongo Beti, avec François-Xavier Verschave, qui relève selon elle du hasard objectif, le point de départ de dix ans de luttes avec *Survie*.

J'ai plusieurs souvenirs des premières mentions du nom de Verschave que j'ai eues. L'une c'était dans le bureau de Hachette-export à Vanves, où nous venions nous approvisionner pour la librairie à Yaoundé. L'éditeur du livre, Stock, appartient en effet au groupe Hachette. Je me rappelle que le chargé des ventes Afrique disait « frankafrique ». L'autre – était-ce avant ou après je ne peux le dire – c'était à Yaoundé, très probablement l'été 1998 parce que j'étais encore en activité comme professeur et je n'allais à Yaoundé que l'été. Un journal camerounais, *La Nouvelle Expression*, je pense, avait publié un article sur le livre, dont un chapitre était consacré aux massacres des maquis Bamiléké dans les années soixante. Le journal présentait comme une révélation le témoignage qui y était rapporté de Charles Van de Lanoitte, un Français qui vivait dans l'Ouest du Cameroun pendant cette guerre. Le sang de Mongo Beti, qui était particulièrement vif, ne fit qu'un tour. Il tapa une lettre pour François-Xavier Verschave, lui reprochant de ne pas citer l'ouvrage qui comportait ce témoignage, c'est-à-dire *Main basse sur le Cameroun*, paru en 1972. La réponse, très rapide, lui expliquait que la source de l'auteur était un autre livre – il me semble que c'était un livre de Pierre Péan –, qui lui-même ne citait pas sa source. François-Xavier invitait Mongo Beti à venir le voir quand il passerait par Paris. C'est ainsi que nous fîmes connaissance avec *Survie*, avenue du Maine, et le chemin nous en devint familier. Nous y retrouvions en effet nos préoccupations et un relais amical pour des informations qui auparavant ne recevaient aucun écho.

Noir procès

Quand en 2000, après la parution de *Noir silence*, il y eut le procès intenté à l'auteur par trois présidents africains, François-



Alexandre Biyidi Awala, Mongo Beti et François-Xavier Verschave

Xavier demanda à Mongo Beti de témoigner. Le procès eut lieu les 6 et 7 mars 2001. Il fut précédé d'une manifestation, sous une pluie glaciale. Les photos de cette manifestation montrent François-Xavier, Mongo Beti et Sharon ensemble. Mongo Beti témoigna sur le point qu'on pouvait dire que Bongo était bien un « parrain », au sens maffieux du terme, en Afrique centrale. Le jugement, en avril suivant, donna raison à François-Xavier Verschave. Je crois cependant que l'épreuve de ce procès fut très pénible. Il y avait quelque chose de scandaleux à voir ce parfait honnête homme au banc des accusés, poursuivi par un voleur, un assassin et un tortionnaire. François-Xavier Verschave, loin de toute réserve timorée, avait pris les risques de la liberté d'expression.

Hélas, quelques mois après, le 7 octobre 2001, Mongo Beti décédait à Douala, fauché en plein combat pour faire advenir la liberté au Cameroun et en Afrique. *Survie* était le lieu où son combat continuait. J'entrai plus activement dans l'association.

Le travail de bénédictin, le courage et l'obstination de François-Xavier ont réussi à faire émerger les scandales africains de la politique de la France dans l'opinion publique. Cet exploit, ainsi que la passion qui était la sienne, qu'il a

insufflée à l'association, suffirent à lui donner une place exceptionnelle dans l'histoire de l'information en France. Il a brisé le plus puissant des tabous, celui qui, à chaque moment de l'histoire, interdit de parler de l'essentiel d'une situation. L'Afrique coloniale est au cœur des enjeux de la politique française, qui n'a pas encore réussi à sortir de la relation d'assujettissement. La rencontre de cette situation et d'un homme animé de sa seule foi, que rien apparemment ne prédestinait à cette rencontre mais qui tomba sur ce scandale et ne connut plus dès lors de repos, relève du hasard objectif, qui accomplit des merveilles.

Ceux qui tracent le chemin

Comme tout ce qui est rare, c'est aussi ce qui est le plus fugitif. La foudre aime les lieux élevés. Le destin frappa François-Xavier en 2005 alors qu'il allait entrer dans sa soixantième année. Il avait tant, trop, tout donné de lui-même. Mais, comme Mongo Beti, il était de ceux qui tracent profondément le chemin dans la bonne direction, vers un but précis, à travers les leurres et les illusions. « *Deus escribere direito per linhas tortas* ». Cette épigraphe au *Soulier de satin* peut toujours être méditée.

Odile Tobner

1994, le génocide des Tutsi rwandais, un tournant pour Survie

Tchernobyl

Éditorial publié dans *Billets d'Afrique* n°12, juillet 1994,

Nous publions par anticipation un numéro de *Billets d'Afrique* entièrement consacré au drame rwandais et à ce qu'il révèle, de lâchetés mais parfois de courage. Nous continuons surtout de démonter l'indécente autosatisfaction française. Notre politique africaine ressemble à la gestion de centrale de Tchernobyl : la désresponsabilisation et l'amoralisation de ses opérateurs autorisent n'importe quel dérapage. L'alliance de la France avec un régime rwandais en voie de génocide n'est pas un accident. On n'en a pas tiré les leçons. Il faut que grandisse, en France et à l'étranger, le refus de laisser une telle politique échapper à tout contrôle.

Lettre ouverte au président François Mitterrand

Billets d'Afrique n°12, juillet 1994 par le Collectif des parents d'enfants franco-rwandais.

Nous sommes des Françaises et des Français des ethnies bretonne, normande, alsacienne, francilienne, provençale, etc. Nous avons fondé des familles avec des Rwandais et des Rwandaises qui avaient fui leur pays pour échapper aux persécutions et à la mort, et trouvé asile en France. [...]

Après trois ans de guerre civile où la France a choisi son camp, celui du soutien indéfectible au dictateur en place, l'espoir était tout de même revenu avec les accords de paix d'Arusha. L'espoir d'une démocratisation du pays et d'une réconciliation nationale qui allaient enfin permettre à nos enfants de fouler le sol de la patrie de leur mère ou de leur père, de connaître enfin les membres de leur famille rwandaise qui avaient pu survivre à ces vingt années de fascisme.

Hélas, pour beaucoup cela n'aura jamais lieu. En continuant à soutenir l'ancien régime, en armant et soute-

nant ses extrémistes même après les accords de paix, vous avez permis les massacres qui ont fait des centaines de milliers de victimes au cours de ces derniers mois. En ne dénonçant pas les auteurs des massacres depuis le 6 avril, en accueillant à bras ouverts à Paris les instigateurs des assassins et en laissant ceux-ci poursuivre leur sinistre besogne au Rwanda, vous vous êtes rendu complice d'un génocide et vous avez abusé de la France. À l'heure où l'on commémorait le massacre d'Oradour, la France avait armé ceux qui se livraient au même moment, au Rwanda, à des centaines d'Oradour. Maintenant que le génocide arrive à son terme, et que les résistants du Front patriotique rwandais semblent gagner cette guerre, vous décidez, sous la bannière humanitaire, d'intervenir, une nouvelle fois militairement au Rwanda. Comment ne pas redouter, comme en 1990, une opération politique visant à sauver ce qui peut l'être de l'ancien régime ?

Qu'allons-nous dire à nos enfants ? Que notre pays, la France, aura permis l'extermination de la famille de leur père ou de leur mère, dans leur autre patrie, le Rwanda ?

Tout ce que nous éprouvons aujourd'hui, c'est un sentiment de révolte, de honte, de dégoût profond. Nous avons une autre idée de notre pays, la France, pays de la démocratie, des Droits de l'homme, terre d'asile. Des principes bafoués. Au nom de ces principes, nous demandons que la France cesse de soutenir les assassins, leurs instigateurs, notamment le clan d'Agathe Habyarimana, et demande leur traduction devant un tribunal international. Que la France en finisse une fois pour toutes avec son mépris colonial pour le continent africain.

Le plus long scandale de la République

Billets d'Afrique n°10, juin 1994

« [...] Une fois de plus, la France est sur la sellette pour sa politique africaine.

Pourquoi donc a-t-elle soutenu jusqu'au bout le dictateur Habyarimana, dont la garde pratorienne, craignant pour ses privilèges, est à l'origine des massacres ethniques des dernières semaines ? Oui, pourquoi dans le pays des Droits de l'homme, quatre présidents successifs ont-ils poursuivi la même politique de soutien inconditionnel à des tyrans corrompus au Gabon, au Zaïre, au Tchad, en République centrafricaine, en Guinée, à Madagascar ?

Pourquoi avoir armé les assassins, pourquoi les avoir protégés contre leurs propres peuples ? Pourquoi ces louches réseaux parallèles auxquels, de notoriété publique, sont liés les Foccart, Pasqua, les Jean-Christophe Mitterrand ? S'il y avait un Parlement en France, il se poserait cette question, car elle recouvre le plus long scandale de la République et ses secrets les moins avouables. » « Morts et morts », Jacques Julliard, *Le Nouvel Observateur*, 5 mai 1994.

Humanitaire

Billets d'Afrique n°12, juillet 1994

Qui a-t-on placé en fer de lance de l'opération « militaro-humanitaire » Turquoise, chargé de dresser les armes et les soldats de la France face à l'avancée du FPR ? Le colonel Thibaut, qui fut conseiller militaire du général Habyarimana jusqu'en décembre 1993... Il a déclaré qu'il ne ferait « pas de quartier ». (*Libération*, 6 juillet 1994 ; *Info-Matin*, 7 juillet 1994).



Turquoise, opération sans boussole

Billets d'Afrique, n°12, juillet 1994

[...] « Au Rwanda, on ne peut pas ne pas choisir son camp. Après avoir endormi la communauté internationale, les Français doivent se battre à nos côtés », lance docilement l'abbé Étienne, à la tête de la Procure de Butare. « [...] Il faut qu'elle sache qu'il n'y a pas de réconciliation nationale possible, et que seule une solution militaire mettra un terme à ce conflit. Nous sommes allés trop loin. La raison du plus fort doit finir par l'emporter », poursuit ce jeune abbé hutu, à l'ombre du portrait de Jean-Paul II [...]. (Laurent Bijard, *Le Nouvel Observateur*, 30 juin 1994).

Sans commentaires

« [...] Sortez vos mouchoirs : il va y avoir des larmes. Ames sensibles s'abstenir : le sang va couler à flots sous les coups de machette. [...] Ce sont des massacres grandioses dans des paysages sublimes. » (Extraits d'un « reportage » de Jean d'Ormesson, *Le Figaro* des 19 et 20 juillet 1994).

La drôle d'allure de l'opération Turquoise

« L'armée française entrait au Rwanda plus de deux mois après le début d'un génocide orchestré par ceux qu'elle avait entraînés et armés pendant trois ans. Dès le départ, cette mission « humanitaire » avait une drôle d'allure. [...] Un mois après son lancement, on s'interroge toujours sur les véritables objectifs de Turquoise. [...] Peut-être existe-t-il plusieurs Turquoise ? Une opération pour les médias et les caméras, à caractère « humanitaire ». Et une autre à consonance militarostratégique, concoctée par les têtes pensantes d'un état-major à la recherche d'un point d'appui dans cette partie de l'Afrique des Grands Lacs. [...]

Souçonnant une manigance que l'armée ne voulait pas leur avouer, les ONG ont éprouvé quelques difficultés à suivre les soldats de Turquoise sur le terrain. Difficile pour elles d'admettre que, derrière le rideau humanitaire, certains cogitent une nouvelle stratégie africaine, ou la remise en selle du vieux crocodile Mobutu, ou pis encore un parapluie sécuritaire pour les « génocidaires » du peuple tutsi [...]. » (Laurent Bijard, *Le Nouvel Observateur*, 28 juillet 1994)

TÉMOIGNAGE

Survie : une passion citoyenne

Gustave Massiah est ingénieur et économiste, membre du conseil scientifique d'Attac-France, ancien président du CRID (Centre de recherche et d'informations pour le développement) qui bénéficie du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.



À u départ, tout paraît simple. Des Prix Nobel, au départ 58, à l'arrivée 126, signent un manifeste contre la faim et pour « que soit donnée valeur de loi au devoir de sauver les vivants ». Des citoyens décident de défendre cette idée. Personne ne s'oppose à cette évidence. A l'Assemblée nationale française, 72% des députés donnent leur accord et préparent des projets de loi ; plusieurs projets qui se concurrencent et dont aucun ne sera soumis au vote. Derrière l'intérêt poli et l'illusion des bons sentiments, il y a l'opacité des pouvoirs et des intérêts. Survie, créée autour de François-Xavier Verschave et Sharon Courtoux, n'oubliera jamais cette leçon.

La capacité intacte d'indignation, la volonté de comprendre et d'expliquer, la recherche têtue de la vérité, le refus de se laisser mener en bateau, l'appel à l'opinion et la mobilisation citoyenne ; voilà les marques de fabrique de Survie. Au départ, ils passeront pour des naïfs qui se laisseront ou qui rejoindront le camp de ceux qui savent que la politique a ses délices réservés. Ensuite, ils exaspéreront les responsables reconnus et les pouvoirs anonymes. Ils seront vécus comme des empêcheurs de tourner en rond, présentés comme des excités, irresponsables et intransigeants.

La découverte de ce qui couve derrière la façade lisse de la politique française va entraîner Survie dans un tourbillon. Elle va la radicaliser, au sens de l'amener à aller à la racine des choses. Survie s'accroche, se développe et fait feu de tout bois. Elle mène ses actions sur tous les terrains, dans les médias, dans la théorie, dans la politique, dans l'action militante, dans les batailles juridiques et judiciaires. Elle innove constamment sur le fond et dans les

formes de l'action militante. L'exposition de ses affiches, des livres, des disques, des publications témoigne d'une création artistique continue. Ils sont porteurs d'un incroyable optimisme ; de l'idée que le réveil citoyen est inéluctable et débouchera sur un monde plus juste.

Depuis sa création, en 1984, je me suis toujours retrouvé avec Survie dans des engagements essentiels. Du dévoilement de la Françafrique et de la corruption à la dénonciation des responsabilités de la politique française dans la situation des pays et des peuples africains, jusqu'à cette implication terrible dans le génocide au Rwanda. A ceux qui trouvent que Survie exagère, je réponds souvent que quand on commence à lever le voile, on en arrive vite à penser que ce n'est pas assez. Je voudrais aussi témoigner que Survie, tout en cultivant sa singularité, a toujours été attentive à la construction d'un mouvement de solidarité internationale en France et dans le monde. Je l'ai vérifié à partir du compagnonnage constant entre Survie et le Cedetim et de l'engagement de Survie dans Attac et dans le Crid.

Nous avons plus que jamais besoin de Survie, de son refus de baisser les bras, de sa volonté de donner la parole à ceux qui s'opposent à tous les crimes, y compris ceux qui sont commis en notre nom. Survie a renouvelé et porté au plus haut une grande exigence : la volonté de lier morale et politique. Elle démontre ce qui caractérise une véritable passion citoyenne : la prétention de pouvoir se lever et dire non, surtout si on dérange, même si on est tout seul. La démonstration que la liberté est l'affaire des citoyens, de chaque citoyen. Merci à Survie !

Gustave Massiah

1998 : Survie se mobilise pour la constitution d'une vraie commission d'enquête sur le rôle de la France au Rwanda

Récidive

Editorial *Billets d'Afrique* n°59, juin 98

La mission parlementaire d'information sur le Rwanda hésite beaucoup à être à la hauteur de l'événement. Elle ne pose encore que rarement, et faiblement, les vraies questions aux responsables civils et militaires de l'époque (1990-94) : que saviez-vous des prémices du génocide ? que saviez-vous de la présence française multiforme, officielle et occulte, en appui de ceux qui commettaient ces prémices et préparaient le pire ? que pouviez-vous comprendre de l'engrenage qui ferait de la France le principal allié des génocides ? qu'avez-vous fait de ce savoir et de cette intelligence ?

La plupart de ces responsables répètent : nous ne savions pas. Et si nous n'avons pas tout fait pour enrayer l'engrenage, c'est que nous n'imaginions pas à quelle horreur il mènerait. Nous disons aujourd'hui aux responsables français : de tels engrenages sont en place au sud du Tchad et du Congo. Ils peuvent vous conduire à être complices de crimes contre l'humanité, et à devoir en répondre. (...)

Vous ne pourrez pas dire : nous ne savions pas. Vous ne pouvez plus ignorer ce fonctionnement clandestin, la part immergée de l'iceberg franco-africain : la Françafrique.

Certes, elle a servi jusqu'ici à nier toute responsabilité officielle dans les crimes français commis en Afrique.

Mais ce double langage ne marche plus. À vouloir tirer encore sur cette ficelle, vous achèveriez de discréditer la France.

Et vous prendriez un risque aggravé : vous faire accuser de récidive.

François-Xavier Verschave

Ils ont dit

Billets d'Afrique n°61, août-septembre 1998

Le Monde, Le Parlement peine à éclaircir le rôle de la France au Rwanda, 10 JUILLET 1998 (Rémy Ourdan) : « Jeudi 9 juillet, à la dernière audition, le voile n'a pas été levé. [...] [Certes], pour la première fois en France, le Parlement enquête sur le « domaine

réserve ». [...] Reste cependant l'essentiel, à savoir le Rwanda et la responsabilité de la France. Un sérieux problème est posé. Car les auditions furent décevantes, voire pathétiques. [...]

Des députés supposés chercher la vérité ont critiqué ouvertement des universitaires qui, forts d'années de recherches, exposaient des vues non conformes à la ligne officielle. [...] Des officiers et des diplomates ont été remerciés [...] sans avoir été précisément débarrassés par des questions gênantes. [...] Il y eut [...] beaucoup de sourires de connivence. Il y eut des témoins ayant d'étonnantes trous de mémoire. Il y eut Édouard Balladur réclamant plutôt une commission d'enquête sur la presse coupable de salir la France. [...]

Un militaire a avoué en souriant être « surpris par le peu de curiosité de ces enquêteurs ». [...] Des témoins [...] n'ont pas relaté l'ambiance du Rwanda des années 90-94, la relation d'extrême proximité entre Français et Hutus, le racisme flagrant envers ces Tutsis d'Ouganda qualifiés de « Khmers noirs », l'évidence que Paris et Kigali travaillaient la main dans la main. [...] Bien des aspects relèvent des services spéciaux, d'officiers plus ou moins connues, d'agents d'influence, de réseaux politiques ou financiers. Il est difficile d'arriver à des conclusions sérieuses sans plonger dans cet univers du secret. Or les députés s'y sont refusés. Le monde de la « Françafrique » n'a pas été sondé. Un homme comme Barril [...] n'a pas été auditionné ».

Ils ont dit

Billets d'Afrique n°58, mai 98

« Il y a quelque chose d'exaspérant dans la mise en cause de la France par certains organes de presse et certains pays donneurs de leçons. [...] La France n'a pas à rougir de l'action qu'elle a conduite » (Jack Lang, intervention du 09 avril 1998 à la Commission des Affaires étrangères qu'il préside).

Rwandagate

Billets d'Afrique n°56, mars 98

La pression s'accroît pour demander une autre enquête parlementaire, sur la responsabilité de la France dans le génocide rwandais. Après *Le Figaro*, *L'Express* s'y est mis dans un dossier-canon

(12 février 1998), et même *Libération* (02 février 1998). De grandes ONG s'approprient à mener campagne sur ce thème. Il sera difficile de ne pas imiter le Parlement belge. Est-ce pour réduire la pression ? La France aurait accepté, selon le ministre rwandais des Affaires étrangères, de « réduire le lourd contentieux entre Paris et Kigali » (AFP, 18 février 1998). Si l'on pouvait déjà cesser de l'alourdir...

La gaffe

Billets d'Afrique n°58, mai 98

« Pour [auditionner] les agents de la DGSE et les individus comme Barril, c'est le mystère. Nous ne savons pas s'ils seront autorisés à témoigner si jamais nous souhaitons les entendre. Pour ceux-là, le feu vert de l'Élysée et de Matignon sera délivré au cas par cas ». (Un député de la mission d'information, cité par *Le Monde* du 21 avril 1998). Quelle gaffe ! Ce député nous révèle que Paul Barril dépend directement de l'Élysée et de Matignon, au même titre que les agents de la DGSE, et qu'il engage donc la responsabilité de l'État français !

Contradiction

Editorial *Billets d'Afrique* n°66 bis, janvier 1999

La publication du rapport de la Mission parlementaire d'information sur le Rwanda a donné lieu à un grand écart entre le discours de son président (l'ancien ministre de la Défense de François Mitterrand, Paul Quilès), axé sur la disculpation de la France, et le contenu même du rapport : celui-ci étale au contraire les responsabilités majeures de la France dans la tragédie rwandaise.

Le rapport signale ainsi que la France a reconnu officiellement la légitimité du Gouvernement intérimaire rwandais (GIR) jusqu'au 20 juin 1994 au moins - c'est-à-dire pratiquement jusqu'à la fin du génocide. Durant le mois de juillet, Paris refusait encore de s'en démarquer. Alors que, dès le 15 mai, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé admettait précisément et publiquement que, sous ce gouvernement, se commettait un « génocide ». La France savait - et pourtant elle soutenait ce GIR de tout son poids diplomatique. Sans parler



Manifestation de Survie à Paris

des livraisons d'armes qui se tramaient à Paris - au moins jusque mi-juillet, par des canaux parfaitement connus des services français. La France savait. Le directeur des Renseignements militaires Jean Heinrich déclare qu'elle était parmi les mieux informées sur le Rwanda.

La Mission parlementaire plaide « l'erreur », tout en admettant que les procédures de décision suivies, politiques et militaires, ne furent guère différentes de celles en usage pour d'autres pays africains. Mais si, sachant tout, la France n'a rien compris, si elle a pu commettre une erreur aussi énorme malgré l'abondance des avertissements, malgré l'évidence des massacres, n'y a-t-il pas de vrais et grands coupables : tous ceux qui, par vanité ou intérêt, ont perpétué un système franco-africain obsolète et incontrôlé - sorte de Tcherno-byl gaulois ?

Le plus étonnant, c'est qu'il se trouve encore des « responsables » politiques (y compris parmi les membres de la Mission) pour protéger cette vache sacrée.

Le président Quilès, lui, voudrait bien la réformer - à condition de nier la responsabilité française. Une fois de plus : depuis 1945, tous les crimes coloniaux et post-coloniaux ont été placés sous le signe de l'impunité.

Ce n'est pas seulement une offense au devoir de mémoire : cela décrédibilise la France. Et, en l'occurrence, son Parlement. Personne à l'étranger ne croit en l'innocence de la France au Rwanda. Même la presse hexagonale n'y croit plus. Pourtant, le travail des rapporteurs n'est pas vain. En certains chapitres, il est même excellent. Le millier de pages d'analyses, d'auditions et de documents

fournit quantité d'outils pour l'exploration plus approfondie d'un système pervers, qui auto-intoxique ses propres « décideurs ».

Bien qu'inachevée, cette investigation inédite au Parlement mériterait donc un satisfecit... si elle ne sous-estimait pas systématiquement les circuits occultes d'action et de décision ; si elle ne niait pas, trop souvent, ce qui n'est pas (encore) prouvé ; si elle n'avait, sciemment, esquivé ou censuré des témoins-clefs. Rien que le cas du capitaine Barril montre la nécessité d'une commission d'enquête (et non plus seulement d'une mission d'information) sur les aspects cachés de l'implication de la France au Rwanda. Pour l'honneur, nous la réclamons.

François-Xavier Verschave

France-Rwanda

Billets d'Afrique n°58, mai 98

« À chaque fois que Jean-Christophe Mitterrand débarquait [à Kigali], quinze Mercedes l'attendaient. [...] On constaterait une complicité incroyable, un compagnonnage auquel on ne comprendra rien entre Jean-Christophe Mitterrand [...] et Jean-Pierre Habyarimana, fils du président rwandais ». (Thérèse Pujolle, ancien chef de la mission civile de coopération à Kigali de 1981 à 1984, citée par *Le Figaro* du 01 avril 1998).

Jean-Christophe Mitterrand a affirmé solennellement devant la mission d'information parlementaire qu'il ne connaissait pas Jean-Pierre Habyarimana. Une confrontation des points de vue s'impose !

Survie, 15 ans pour la vérité et la justice

1993 : Jean Carbonare, président de Survie, alerte l'opinion au journal de 20 heures d'Antenne2 sur le soutien militaire et financier de la France au régime rwandais.

1994 : François-Xavier Verschave, président de Survie, publie : *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda* (La Découverte).

1995 : Survie inclut dans ses statuts la lutte contre la banalisation du génocide et engage une campagne visant à l'arrestation de trois figures clés du génocide : Bagosora, Kayishema et Sindikubwabo.

1998 : Survie initie le « Comité vérité pour le Rwanda » : mobilisation pour la création d'une Commission d'enquête parlementaire et suivi des travaux de la Mission d'information.

2000 : 1^{ère} constitution de partie civile contre des présumés génocidaires en France, notamment contre l'abbé Wenceslas Munyeshaka, Laurent Bucyibaruta, Laurent Serubuga, Cyprien Kayumba...

2004 : Survie organise avec d'autres associations et personnalités une Commission d'enquête citoyenne (CEC) et lance une campagne nationale intitulée « Rwanda 1994-2004. Les victimes et complices oubliés du génocide ».

2005 : publication de *L'horreur qui nous prend au visage* (Rapport de la CEC) et de *Imprescriptible* (Mémoire juridique de la CEC).

2005 : plaintes de Rwandais contre des militaires français pour complicité de génocide au Tribunal aux Armées de Paris.

Décembre 2005 : ouverture d'une information judiciaire contre X pour « complicité de génocide ». Appel du Parquet.

2006 : Survie se constitue partie civile aux côtés de la FIDH et de la LDH.

Mai 2006 : la chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris juge l'ensemble des plaintes recevables.

2009 : publication de *La complicité de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda. 15 ans après / 15 questions pour comprendre* (L'Harmattan), et colloque à l'Assemblée nationale.

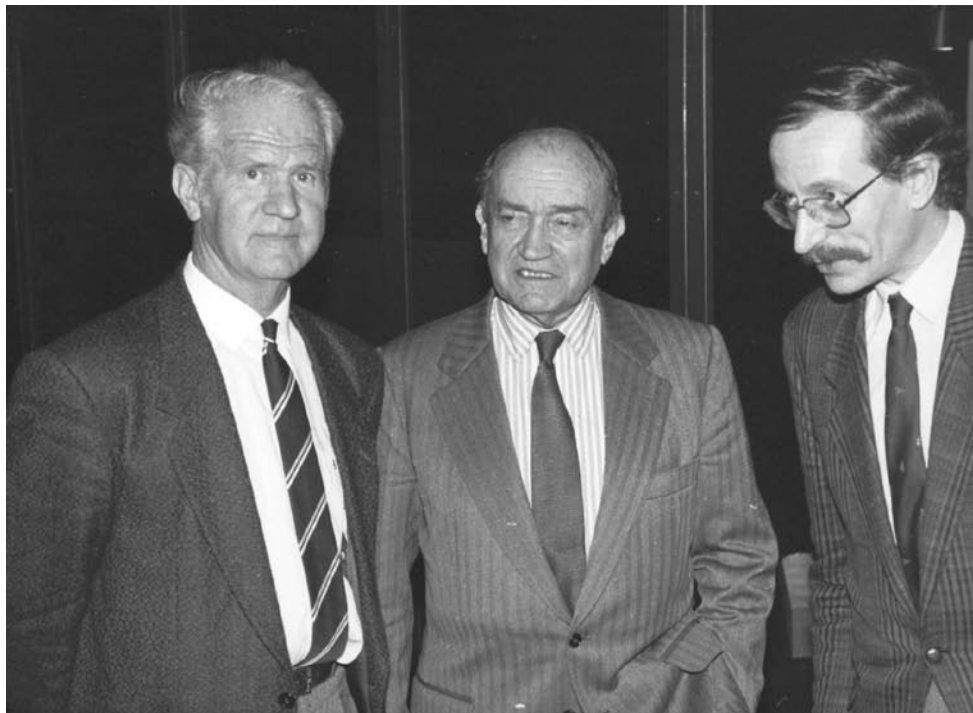
Billets d'Afrique vous salue bien !

Septembre, le 1^{er} Editio

Billets d'Afrique et d'ailleurs a un objectif précis : contribuer à achever un système de coopération rongé jusqu'à la corde par l'affairisme et le cynisme, en ne lâchant pas les baskets de ceux qui seraient tentés de le perpétuer. Trop de gens, ici et là-bas, sont empêchés d'agir, alors qu'ils voudraient engager leur énergie, leur enthousiasme, dans un « *contrat de génération* », être partenaires dans la construction, non pas d'un monde parfait, mais d'un monde vivable. Le système actuel ne tient plus que par son opacité. Il est plus que nécessaire aujourd'hui de faire la lumière sur les bonnes et les mauvaises actions de la coopération. Nous avons pour cela besoin de témoignages : ceux des acteurs d'une coopération authentique - en activité ou à la retraite ; ceux des observateurs ou des victimes de ses dévoiements.

En diffusant largement ces témoignages, nous espérons sensibiliser et faire réagir les Français, financeurs de l'Aide Publique au Développement et derniers juges de son utilisation. Celle-ci consiste trop souvent, selon la formule de José Artur, « à prendre l'argent des pauvres des pays riches pour le donner aux riches des pays pauvres » (en commissionnant au passage quelques puissants des pays riches). Les contribuables ne sont sans doute pas tout à fait d'accord avec cette définition ; quant aux citoyens, ils conçoivent sans doute autrement l'action de leur pays, et l'image qui en résulte.

François-Xavier Verschave



Jean Carbonare, Claude Cheyson et François-Xavier Verschave en 1984. Jean Carbonare, a présidé l'association Survie de 1988 à 1994, Jean Carbonare nous a quittés le 17 janvier 2009. « Nous pouvons-faire quelque chose » était son mot d'ordre. Il refusait la fatalité de la misère, la fatalité économique, la fatalité de la guerre, la fatalité de la mésestime. Il détestait les mensonges politiques. Il est l'un des rares français à avoir tenté d'inverser la mécanique génocidaire au Rwanda plus d'un an avant son déclenchement. Son intervention au journal télévisé de Bruno Masure sur Antenne 2 à 20h le 24 janvier 1993 a représenté un moment fort dans son engagement humaniste. François-Xavier Verschave lui a succédé jusqu'à sa disparition en juin 2005

Bulletin d'abonnement

Billets d'Afrique et d'ailleurs

Édité par Survie, 210, rue Saint-Martin - 75003 Paris. Tél.: 01 44 61 03 25

11 numéros par an pour tout savoir sur la face cachée de la politique de la France sur le continent africain et les jeux troubles de la «Françafrique».

NOM: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél.: _____ Fax _____

Courriel: _____

- France : 25 euros (faibles revenus: 20 euros) • Etranger : 30 euros
- Soutien : libre, soit _____

Modalités de paiement:

- Chèque bancaire ou postal à l'ordre de Survie
 - Virement postal (CCP 500.52 K PARIS): préciser l'objet sur l'ordre de virement
- Vous pouvez également payer en douze échéances, ou par trimestre grâce au prélèvement automatique. Nous contacter.
Plus d'information sur <http://survie.org> ou à contact@survie.org

Bulletin fondé par F.-X. Verschave
Directrice de la publication: Odile Biyidi Awala.
Directeur de la rédaction: Raphaël De Benito.
Secrétaire de rédaction: Janine Sfiligoï, Anne Colliou
Comité de rédaction : Alice Primo, Sharon Courtoux, Sisulu Mandjou Sory, Victor Sègre, David Mauger, Odile Tobner, Vincent Munié.
Ils ont participé à ce numéro : Gus Massiah, Olivier Thimonier
Abonnements: Matthieu Vanpeene.
Coordination: O. Thimonier
Association Survie
210 rue Saint-Martin
F75003 Paris
Tél. (33 ou 0)1 44 61 03 25
Fax (33 ou 0)1 44 61 03 20
<http://survie.org>
contact@survie.org
Commission paritaire n° 0211G87632
Dépôt légal : décembre 2009 - ISSN 1155-1666 Imprimé par Imprimerie 3 A

